

Les Archives pour l'histoire de l'émigration italienne

Michele Colucci (Scuola Superiore di Storia Contemporanea)

Matteo Sanfilippo (Università della Tuscia)

Les millions d'émigrants italiens de l'époque contemporaine ont laissé beaucoup de traces documentaires dans les archives de la Péninsule¹. Ces traces, accumulées dans des centres de conservation du patrimoine publics et privés, ont permis aux chercheurs de reconstruire les parcours, les caractéristiques, les trajectoires, les causes et les conséquences de l'émigration de masse à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle². Une des raisons de cette énorme disponibilité de sources est la dimension bureaucratique qui caractérisa de façon progressive l'expérience migratoire, en particulier après la naissance du Royaume d'Italie en 1861. Avant de partir, les migrants avaient besoin d'argent pour le voyage et aussi de passeports, déclarations des autorités locales, déclarations de la police, attestations professionnelles, certificats médicaux³. De plus, dans le temps, l'État a essayé de suivre les parcours migratoires, soit pour contrôler le phénomène, soit pour le gérer au niveau local et au niveau international (il suffit de penser aux accords bilatéraux, signés après la Seconde Guerre mondiale)⁴. Par conséquent, un panorama des archives concernant l'émigration italienne doit toujours partir des archives publiques et tenir compte de la dimension bureaucratique comme de la politique migratoire de l'État italien⁵.

Un chercheur, qui veut étudier l'émigration italienne en tant que phénomène de masse, devrait tout d'abord visiter l'*Archivio Centrale dello Stato* (Archives Centrales de l'État, Rome). Dans ces

¹ *L'Emigrazione italiana. Atti dei colloqui di Roma*, 2 vols., Rome, Ministero per i beni e le attività culturali, 2002.

² L'émigration de masse à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle est un élément relevant de l'histoire contemporaine italienne. Toutefois, les historiens français ont été plus prompts à relever cette importance que leurs homologues italiens. Cf. Pécout Gilles, *Naissance de l'Italie contemporaine - 1770-1922*, Paris, Armand Colin, 2004 ; Attal Frédéric, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2004. Pour le débat italien, cf. Sanfilippo Matteo, *Problemi di storiografia dell'emigrazione italiana*, Viterbe, Settecittà, 2005. Pour le débat international sur l'émigration italienne, cf. Tirabassi Maddalena (dir.), *Itinera. Paradigmi delle migrazioni italiane*, Turin, Fondazione Agnelli, 2005.

³ Bevilacqua Piero, De Clementi Andreina, Franzina Emilio (dirs.), *Storia dell'emigrazione italiana*, 2 vols., Rome, Donzelli, 2001-2002.

⁴ Colucci Michele, *Forza lavoro in movimento. L'Italia e l'emigrazione in Europa, 1945-1957*, thèse de doctorat en histoire, Università della Tuscia, 2007 (à paraître dans les collections Donzelli).

⁵ Voir Gabaccia Donna R., Hoerder Dirk et Walaszek Adam, « Émigration et construction nationale en Europe (1815-1939) », dans Green Nancy et Weil François (dir.), *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2006, pp. 67-94.

archives, qui comptent parmi les mieux organisées d'Italie, on peut commencer par l'immense recensement des individus qui étaient considérés comme étant dangereux du point de vue politique : le fonds du *Casellario Politico Centrale*. Ce fonds a été organisé à la fin du XIX^e siècle, sous le premier ministre Francesco Crispi, mais a été rationalisé et « amélioré » par le régime fasciste⁶. Pendant les vingt ans de la domination mussolinienne, tous les opposants, ou mieux tous ceux qui étaient supposés l'être, étaient classés dans des dossiers systématiques.

Le *Casellario* est divisé par dossiers personnels (environ 150 000) et pour chaque sujet présente tous les renseignements relevant d'une enquête judiciaire : renseignements de police ou des consulats italiens à l'étranger, correspondance personnelle, documentation photographique, imprimés (plusieurs étaient journalistes ou écrivains). Pour l'Italie libérale, le *Casellario* nous offre le panorama de l'émigration politique ; mais, pour l'Italie fasciste, il nous permet de suivre aussi l'émigration économique, puisque partir était quand même une forme d'opposition. Aujourd'hui, il est possible d'effectuer une première recherche à partir du site Internet de la Direction générale des archives italiennes (www.archivi.beniculturali.it/ACS/cpcindex.html). Surtout, le chercheur peut disposer par celui-ci des renseignements fondamentaux qui étaient enregistrés dans la première page de chaque dossier : date et lieu de naissance, ainsi que le(s) lieu(x) de migration. Une fois élaborée une première grille à partir d'Internet, le chercheur peut se rendre aux Archives Centrales et découvrir la richesse du *Casellario* au sujet de la mobilité (politique et économique) migratoire, des communautés italiennes à l'étranger, des centres d'agrégation et de la sociabilité des migrants, des réseaux des exilés et des migrants⁷.

Toujours dans les mêmes archives, on peut consulter les fonds du *Ministero del Lavoro e della Previdenza Sociale*. Le ministère du Travail du travail a été voulu par le Parti Socialiste en 1945 et ses fonds sont très riches au sujet de la mobilité de l'après-guerre. Dans cette période, qui vit une vague de départs se prolongeant jusqu'à la moitié des années 1960, les gouvernements italiens choisirent de faciliter l'émigration pour des raisons économiques (manque de travail et pauvreté de l'après-guerre) et socio-politiques (espoir d'affaiblir les mouvements syndicaux et les partis Communiste et Socialiste). Par conséquent, on décida de ne pas se limiter à intervenir à l'étranger

⁶ Tosatti Giovanna, « Il ministero degli interni : le origini del casellario politico centrale », dans *Le riforme crispine*, I, Amministrazione centrale, Rome, Giuffrè, 1990, pp. 421-448 ; Vial Éric, « Le traitement des dossiers du Casellario politico centrale », in *Mélanges de l'École française de Rome, Moyen-Âge-Temps modernes*, n° 100-1, Rome, École française de Rome, 1988, pp. 273-284 ; Vial Éric, « Émigrés politiques, immigrés qui se politisent : quelques données tirées des dossiers du Casellario politico centrale », dans *L'Émigration politique en Europe aux XIX^e et XX^e siècles*, Rome, École française de Rome, 1991, pp. 73-91

⁷ Pour des exemples de recherche à partir du *Casellario* : Cresciani Gianfranco, « Refractory Migrants. Fascist Surveillance on Italians in Australia, 1922-1943 », in *Altreitalie*, n° 28, Turin, Fondazione Giovanni Agnelli, 2004, pp. 6-47 ; Vial Éric, *L'Union populaire italienne 1937-1940. Une organisation de masse du Parti communiste italien en exil*, Rome, École française de Rome, 2007.

par l'entremise du réseau consulaire et d'organiser un réseau de sélection, formation, recrutement et préparation au départ⁸. Ces compétences étaient pour la plupart confiées aux bureaux centraux et périphériques du ministère du Travail. Leur documentation contient donc les demandes d'émigrer présentées dans chaque province italienne, les matériaux concernant la sélection des émigrants et le fonctionnement des centres d'émigration (Milan, Naples, Gênes et Messine), la correspondance avec les pays qui avaient signé les accords bilatéraux ou qui géraient des projets d'immigration contrôlée⁹. Enfin, les séries documentaires de l'Istituto Nazionale di Previdenza Sociale (INPS) pourraient également être utilisées comme sources pour l'histoire de l'émigration¹⁰.

Toujours dans les Archives Centrales, le chercheur trouve les papiers de la *Presidenza del Consiglio dei Ministri* (Présidence du Conseil des ministres). Dans les années du deuxième après-guerre, celle-ci géra politiquement la reprise de l'émigration, devenant la contrepartie du ministère du Travail. Ses fonds contiennent des renseignements sur la conflictualité et les questions soulevées par la nouvelle émigration. Il s'agit de conflictualité et problèmes entre l'Italie et les pays étrangers, qui devaient être réglés par le gouvernement italien et le Président du conseil ; mais aussi de conflictualité et problèmes entre les institutions qui suivaient en Italie l'émigration : ministères, associations laïques et religieuses, syndicats, partis. Ces matériaux sont fort intéressants parce qu'ils dévoilent les intérêts politiques et économiques concernant l'émigration¹¹.

Les fonds du Ministero dell'Interno (ministère de l'Intérieur) contiennent les rapports des préfets et de la police des frontières et des documents sur la surveillance des associations. Pour ce qui concerne les préfets, nous pouvons rappeler que leurs rapports présentaient le contexte politique et social de chaque province et contiennent nombre de renseignements sur les mouvements migratoires, leurs causes et leurs conséquences¹². Parmi les associations surveillées par le ministère, plusieurs étaient liées au monde de l'émigration, en Italie et à l'étranger. Leur documentation nous

⁸ Colucci M., *Forza lavoro*, op. cit. ; pour la France, voir aussi : Blanc-Chaléard Marie-Claude (dir.), *Les Italiens en France depuis 1945*, Rennes/Paris, Presses Universitaires de Rennes/Généralistes, 2002.

⁹ Colucci M., *Forza lavoro*, op. cit. ; Maccari Clayton Marina, « From “watchdog” to “salesman”: Italian re-emigration from Belgium to Canada after the Second World War », in *Studi Emigrazione*, n° 166, Rome, Centro Studi Emigrazione, 2007, pp. 327-336.

¹⁰ Baldissaro Lia Domenica, « L'archivio del Reparto liquidazione pensioni-Settore convenzioni internazionali dell'INPS quale possibile fonte per la storia dell'emigrazione », in *L'emigrazione italiana 1870-1970*, op. cit., I, pp. 391-438.

¹¹ Colucci M., *Forza lavoro*, op. cit. ; Maccari Clayton Marina, « “Communists of the Stomach” : Italian Migration and International Relations in the Cold War », in *Studi Emigrazione*, n° 155, Rome, Centro Studi Emigrazione, 2004, pp. 575-598 ; Sala Roberto, « Il controllo statale sull'immigrazione di manodopera italiana nella Germania Federale », in *Annali dell'Istituto storico italo-germanico di Trento*, n° 30, Trente, Istituto storico italo-germanico, 2004, pp. 119-152 ; Capuzzi Lucia, *La Frontiera immaginata. Profilo politico e sociale dell'immigrazione italiana in Argentina nel secondo dopoguerra*, Milan, Franco Angeli, 2006.

¹² Cf. Douki Caroline, « Les maires de l'Italie libérale à l'épreuve de l'émigration : le cas des campagnes lucquoises », in *Mélanges de l'École Française de Rome. Italie et Méditerranée*, n° 106-1, Rome, École française de Rome, 1994, pp. 333-364.

permet d'en reconstituer l'action ainsi que le contexte politique : de plus, les matériaux sur les associations à l'étranger documentent très bien les caractéristiques agrégatives des communautés italiennes en Europe, comme dans les autres continents¹³.

Pour sa part, la police de frontière rapportait des renseignements suivis sur le mouvement migratoire. Cette documentation est utile pour reconstituer des statistiques sur l'émigration légale et peut être comparée aux données de l'Istituto Nazionale di Statistica (Institut national de Statistiques)¹⁴. De plus, elle rapporte nombre des renseignements sur l'émigration clandestine¹⁵. À ce sujet, il est intéressant de confronter les données du ministère avec celles des postes de frontières, qui sont aujourd'hui classées dans les Archivi di Stato (Archives d'État)¹⁶. Il s'agit des archives du niveau provincial, qui déjà contiennent une documentation locale sur les départs, mais qui peuvent donner d'autres informations, dans le cas de villes de frontières. Par exemple, la section de Ventimille de l'*Archivio di Stato d'Imperia* en Ligurie, nous offre plusieurs séries sur le passage de la frontière, ainsi que des statistiques sur l'émigration en France et sur les mouvements frontaliers entre l'Italie et la Principauté de Monaco, l'Italie et la Côte d'Azur. Une documentation intéressante existe aussi dans les archives communales, mais celle-ci demande une recherche très fouillée¹⁷.

Finalement, l'Archivio Storico del Ministero degli Affari Esteri (Archives historiques du ministère des Affaires Étrangères) est une source très connue et très importante pour l'histoire de l'émigration italienne¹⁸. La diplomatie italienne se renseignait et renseignait le gouvernement sur la situation des émigrants, presque pays par pays. Par conséquent, il s'agit des archives les plus utilisées par les historiens¹⁹.

¹³ Pour des exemples, cf. : Rainhorn Judith (dir.), *Petites Italies dans l'Europe du Nord-Ouest. Appartenances territoriales et identités collectives*, Valenciennes, Presses de l'Université de Valenciennes, 2005 ; Blanc-Chaléard Marie-Claude et al. (dir.), *Les Petites Italies dans le monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.

¹⁴ Les données de l'Institut National de Statistique sont utilisées et analysées (avec celles du Ministère des Affaires Étrangères) dans : Fondazione Migrantes, *Rapporto italiani nel mondo 2006*, Rome, IDOS, 2006.

¹⁵ On doit encore écrire une histoire de l'émigration clandestine et de ses sources, cf. Borruso Paolo, «Note sull'emigrazione clandestina italiana (1876-1976)», dans Sanfilippo Matteo (dir.), *Emigrazione e storia d'Italia*, Cosenza, Luigi Pellegrini Editore, 2003, pp. 243-266 ; Rinauro Sandro, « Percorsi dell'emigrazione italiana negli anni della ricostruzione : morire a Dien Bien Phu da emigrante clandestino », in *Altreitalie*, n° 31, Turin, Fondazione Giovanni Agnelli 2005, pp. 4-48.

¹⁶ Pour ce qui concerne les documents des Archives d'État sur l'émigration en Amérique Latine, cf. Cuffaro Lea, « Fonti sull'emigrazione italiana in America Latina : rapporto riassuntivo sugli Archivi di Stato », dans *L'Emigrazione italiana 1870-1970*, op. cit., pp. 30-37.

¹⁷ Pierre Milza (*Voyage en Ritalie*, Paris, Payot, 1995) évoque les archives du village de Bardi, dans l'Appenin émilien, d'où sa famille est partie.

¹⁸ Pilotti Laura (dir.), *La Formazione della diplomazia italiana*, Milan, Angeli, 1989, pp. 698-708 ; Incisa di Camerana Ludovico, « La diplomazia », dans *Storia dell'emigrazione italiana*, op. cit., II, pp. 457-479.

¹⁹ Corti Paola, « Fonti e archivi per una storia dell'immigrazione italiana nell'area parigina : un itinerario di ricerca », dans *L'emigrazione italiana 1870-1970*, op. cit., I, pp. 279-287 ; Milza Pierre (dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École française de Rome, 1986 ; Morelli Anne, *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio (1922-1940)*, Rome, Bonacci, 1987.

Les centres d'archives évoqués jusqu'ici sont tous publics mais il faut signaler qu'ils contiennent aussi des fonds privés. Par exemple, les Archives Centrales hébergent les papiers de plusieurs politiciens qui se sont occupés du monde de l'émigration. Il suffit de rappeler les papiers de Cornelio Di Marzio, qui a dirigé les *Fasci italiani all'estero*, l'organisation fasciste pour l'émigration²⁰. D'ailleurs, plusieurs anciens premiers ministres ont légué leurs papiers aux Archives Centrales²¹. De même, les Archives d'État conservent des fonds privés²².

Pour ce qui concerne les archives privées, nous n'avons pas une véritable classification, à l'exception des archives ecclésiastiques, dont nous reparlerons. Pour ce qui concerne les archives privées laïques, nous pouvons souligner que les institutions publiques ont essayé de les récupérer et qu'il est difficile de trouver des sources privées qui ne soient pas déposées auprès d'une institution publique²³. Il y a trente ans, Emilio Franzina travaillait sur un corpus privé de lettres d'émigrants en Amérique latine qu'il avait récupéré quelquefois chez les descendants d'anciens émigrés²⁴. Aujourd'hui, l'Archivio ligure della scrittura popolare (Archives de l'écriture populaire en Ligurie) auprès de l'Université de Gênes et l'Archivio della scrittura popolare auprès du Museo Storico (Musée historique) de Trente offrent des collections de lettres et mémoires rédigés par les migrants²⁵. En outre, des fondations privées se spécialisent dans des secteurs spécifiques de la documentation privée : l'Archivio Nazionale Diaristico (Archives Nationales des Journaux) collectionne autobiographies inédites et lettres, dont un bon nombre concernent l'émigration (www.archiviodiari.it); la Fondazione Paolo Cresci classe un grand nombre de photographies et rend publique la collection photographique de Paolo Cresci (www.fondazionepaolocresci.it)²⁶. Au même moment, les nouveaux musées de l'émigration recueillent des sources privées et publiques offertes par leurs territoires²⁷.

²⁰ Franzina Emilio et Sanfilippo Matteo (dir.), *Il fascismo e gli emigrati. La parabola dei fasci italiani all'estero (1920-1943)*, Roma-Bari, Laterza, 2003.

²¹ Martelli Margherita, « La vita degli italiani emigrati o in viaggio negli Stati Uniti d'America attraverso lettere, note e diari conservati negli archivi privati », dans *L'Emigrazione italiana 1870-1970*, op. cit., II, pp. 1279-1288.

²² Federica Bertagna (*La Patria di riserva. L'emigrazione fascista in Argentina*, Rome, Donzelli, 2006) analyse le fonds du Movimento italiano femminile, un mouvement néo-fasciste créé par la princesse Maria Pignatelli di Cerchiara. Les papiers du mouvement, ainsi que ceux de la princesse sont aujourd'hui dans les Archives d'État de Cosenza.

²³ Franzina Emilio, « Fonti di istituzioni e di privati nel Veneto », in *L'emigrazione italiana 1870-1970*, op. cit., I, pp. 90-109 ; Molinari Augusta, « Fonti per l'emigrazione ligure in America Latina : alcuni archivi privati », *ibidem*, pp. 110-126.

²⁴ Franzina Emilio, *Merica! Merica!*, Milano, Feltrinelli, 1979 (nouvelle édition : Verone, Cierre, 1994).

²⁵ Antonelli Quinto, *Scritture di confine. Guida all'Archivio della scrittura popolare*, Trento, Museo Storico di Trento, 1999 ; Conti Piero et al. (dir.) *Storie di gente comune nell'Archivio ligure della scrittura popolare*, AQUI Terme, Edizioni Impressioni Grafiche, 2002.

²⁶ Sur les collections des photographies et l'utilisation de celles-ci dans l'histoire de l'émigration, cf. Corti Paola, *L'Emigrazione*, Roma, Editori Riuniti, 1999.

²⁷ Principe Lorenzo (dir.), *I Musei delle migrazioni*, « Studi Emigrazione », 167 (2007), ainsi que Franzina Emilio, *La Tentazione del museo : piccola storia di mostre ed esposizioni sull'emigrazione italiana negli ultimi cent'anni (1892-2002)*, « Archivio storico dell'emigrazione italiana », I, 1 (2005), pp. 165-182.

Les archives des partis, des syndicats et des mouvements politiques sont encore à étudier du point de vue de l'émigration, ainsi que celles de plusieurs hommes politiques²⁸. Tout au contraire, les archives ecclésiastiques, surtout les archives ecclésiastiques romaines ont été très étudiées²⁹. Par exemple, on a inventorié les sources pour l'histoire de l'émigration italienne en Amérique du Nord soit dans les archives du Saint-Siège (Archives secrètes du Vatican, etc.), soit dans les archives des Ordres religieux³⁰. En même temps, on a aussi rédigé un projet de recherche pour l'émigration en Europe³¹. En tout cas, on doit considérer que les archives ecclésiastiques sont «privées» du point de vue juridique, mais le plus souvent, on se trouve face à la documentation d'une institution et non à la correspondance ou aux mémoires autobiographiques d'un ou plusieurs individus³².

À partir des dernières années du XX^e siècle, le volet des documents vraiment privés a progressivement occupé l'attention des chercheurs, parce que ceux-ci ont découvert que la nécessité de maintenir les liens avec la famille et la société de départ obligeait maints migrants à écrire, même s'ils n'avaient jamais écrit auparavant, même s'ils ont dû apprendre à le faire. Il ne s'agit pas ici de suivre les développements de ces recherches, mais il est toutefois intéressant de voir comment la «lettre du migrant» est devenue un champ de recherche autonome en Italie. À la suite des travaux sur les migrations montagnardes en France³³, les chercheurs ont découvert que les gens des montagnes italiennes géraient des grands réseaux migratoires grâce à leur maîtrise de l'écriture et ce déjà sous l'ancien régime³⁴. De plus, ils ont découvert que même les gens des plaines ou des côtes

²⁸ Cf. Blengino Vanni, Franzina Emilio et Pepe Adolfo (dirs.), *La riscoperta delle Americhe. Lavoratori e sindacato nell'emigrazione italiana in America Latina 1870-1970*, Milano, Teti, 1994.

²⁹ Sanfilippo Matteo et Pizzorusso Giovanni (dirs.), *Gli archivi della Santa Sede come fonte per la storia moderna e contemporanea*, Viterbe, Sette Città, 2001 ; Idd. et Poncet Olivier (dirs.), *Gli archivi della Santa Sede e la storia di Francia*, Viterbe, Sette Città, 2006.

³⁰ Pizzorusso Giovanni et Sanfilippo Matteo (dirs.), *Fonti ecclesiastiche romane per lo studio dell'emigrazione italiana in Nord America (1642-1922)*, numéro monographique de *Studi Emigrazione*, n° 124, Rome, Centro Studi Emigrazione, 1996.

³¹ Palese Salvatore, « La tipologia delle fonti ecclesiastiche », in *L'Emigrazione italiana 1870-1970, op. cit.*, I, pp. 245-256. Pour des exemples de recherche : Trincia Luciano, *Emigrazione e diaspora. Chiesa e lavoratori italiani in Svizzera e in Germania fino alla prima guerra mondiale*, Roma, Edizioni Studium, 1997 ; Id., « L'immigration italienne en Alsace-Lorraine jusqu'à la Première Guerre mondiale » in *Migrations Société*, n° 75-76, Paris, CIEMI, 2001, pp. 9-21 ; Id., *Per la fede, per la patria. I Salesiani e l'emigrazione italiana in Svizzera fino alla prima guerra mondiale*, Roma, LAS, 2002 ; Sanfilippo Matteo, « Gli archivi della Santa Sede e la presenza italiana in Svizzera », dans Tassello Giovanni Graziano (dir.), *Diversità nella comunione. Spunti per la storia delle Missioni Cattoliche Italiane in Svizzera (1896-2004)*, Rome-Basel, Fondazione Migrantes – CSERPE, 2005, pp. 407-426.

³² Toutefois, il peut aussi arriver de travailler avec des sources ecclésiastiques qui correspondent à cette dernière typologie : Sanfilippo Matteo, « Scalabriniani veneti nella Germania nazista », dans Fincardi Marco (dir.), *Emigranti a passo romano. Operai dell'Alto Veneto e Friuli nella Germania hitleriana*, Verone, Cierre Edizioni, 2002, pp. 237-249.

³³ Fontaine Laurence, *Histoire du colportage en Europe, XV^e-XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel 1993.

³⁴ Merzario Raul, *Il capitalismo sulle montagne. Strategie famigliari nella prima fase di industrializzazione del Comasco*, Bologna, Il Mulino, 1989 ; Id., *Adamocrazia. Famiglie di emigranti in una regione alpina (Svizzera italiana, XVIII secolo)*, Bologna, Il Mulino, 2000 ; Albera Dionigi et Corti Paola (dirs.), *La montagna mediterranea : una fabbrica d'uomini ? Mobilità e migrazioni in una prospettiva comparata (secoli XV-XX)*, Cavallermaggiore, Gribaudo, 2000.

écrivait à leur famille pour relater leurs aventures³⁵. Les recueils de ces lettres ont ensuite montré que la «lettre du migrant» n'était qu'un aspect de ce qu'on a appelé l'*écriture populaire*. Celle-ci naît en réaction à une crise, qui peut-être représenté par l'émigration, mais aussi par la guerre et n'est pas limitée à la seule épistolographie. Par exemple, dans le domaine des études migratoires, on doit aussi prendre en compte les récits de migration, ainsi qu'une véritable littérature spécifique (romans, poèmes, pièces de théâtre), tantôt sauvage, tantôt cultivée³⁶. La recherche de ces sources a conduit à la fondation de plusieurs archives de l'écriture populaire, comme les susmentionnées *Archives de l'écriture populaire* près de l'Université de Gênes. Au début du XXI^e siècle, les recherches italiennes à ce sujet se développent tout azimut : outre que les inventaires et les analyses des lettres de migrants, les historiens se sont mis à l'édition de la littérature populaire d'émigration³⁷. On peut donc imaginer (et souhaiter) que l'essor de ces recherches pourra aider à inventorier les sources et les archives privées encore non identifiées.

³⁵ Franzina Emilio, « La lettera dell'emigrante tra *genere* e mercato del lavoro », in *Società e Storia*, n° 39, Milan, Società e Storia, 1988, pp. 101-125 ; Gibelli Antonio et Caffarena Fabio, « Le lettere degli emigranti », dans *Storia dell'emigrazione italiana*, op. cit., I, pp. 563-574.

³⁶ Franzina Emilio, *Una Patria straniera. Sogni, viaggi e identità degli italiani all'estero attraverso le fonti popolari scritte*, Verona, Cierre, 1996.

³⁷ Cf. Belli Bortolo, *Storia di un colono*, éd. par Franzina Emilio, Vicenza, Agorà & Factory, 2003 ; Cattarulla Camilla, *Di proprio pugno. Autobiografie di emigranti italiani in Argentina e in Brasile*, Reggio Emilia, Diabasis, 2003 ; Martelli Sebastiano, « Un gomito di vite tra due mondi. Lettere di migranti », dans Pinelli Antonio (dir.), *L'Emigrazione molisana. Il caso Roccamandolfi*, Isernia, Cosmo Iannone Editore, 2003, pp. 43-56 ; Franzina Emilio, « Scritture autobiografiche e grande storia », dans Ceramella Nick et Massara Giuseppe (dirs.), *Merica. Forme della cultura italoamericana*, Isernia, Cosmo Iannone Editore, 2004, pp. 41-52 ; Servetti Lorenza, *Vado nella Merica. È lì di là delle colline*, Venezia, Marsilio, 2004.